

Volume 57

Vol. 57 du Quartier latin, No 1, 11 septembre 1974



CHYPRE ou les jeux de l'impérialisme

p 8

L'indexation: contre la baisse des salaires

p 4 et 5

Règlements pédagogiques à la F.E.S.

p 5

Cette fois-ci, l'U de M n'est pas seule à ouvrir le bal...

Encore une fois cette année, la colline universitaire a revêtu son air de grand gala pour accueillir les nouveaux venus.

Cette fois, des valeurs telles l'émulation, la concurrence, le désir de vaincre, l'individualisme, valeurs mises de l'avant dans les sports de compétition, voilà que l'université les met elle aussi ouvertement sur un piédestal. Le beau discours sur la "démocratisation scolaire" (thème de l'an dernier), à tous les mêmes chances, "la grande ouverture", etc, fait donc place à des propos plus clairs qui reflètent mieux la réalité.

Ainsi, selon la thèse habituelle, vous venez de franchir un grand pas dans l'amélioration de votre condition (lire conditionnement) sociale. En effet, vous commencez à vous universifier! Comme on vous l'a sûrement déjà dit, vous êtes la crème issue des cégeps et c'est pour cela que l'administration vous invite à faire partie de la belle grande famille universitaire: Si vous jouez le jeu selon les règles, Si vous ne posez pas trop de questions embarrassantes sur le fonctionnement de l'université, Si le régime pédagogique ne vous élimine pas trop vite, etc. Bref, après une course effrénée où l'on vous prépare à être soumis aux structures en place et grâce à un conditionnement précis, on pourra vous appeler monsieur le bachelier, monsieur le maître ou encore pire, docteur. Vous aurez ainsi atteint le but que se fixe l'université: former l'élite de demain.

Mais, il ne faudrait pas croire que tous ceux qui entrent à l'université en sortent diplômés. L'U de M, dans sa publicité d'accueil, avertit les étudiants qu'il se trouvera parmi eux des perdants et des gagnants. Comparant les études universitaires à une course cycliste, l'adminis-

tration dit bel et bien qu'"à l'arrivée un petit nombre se partage les médailles et endosse les maillots arc-en-ciel".

La vision d'elle-même que présente l'université est tout à fait générale et superficielle dans sa campagne d'information des premiers jours. Elle ne manque pas, en effet, de nous préciser le nombre de tubes fluorescents, de fenêtres, d'arbres, etc. qui existe sur le campus, nous évitant ainsi un dénombrement pénible qui nous distrairait pendant les cours. Toute la publicité que mène l'université ne tend qu'à un objectif précis: prouver que le système est bon et qu'il revient à l'étudiant de s'adapter, de s'intégrer. C'est aussi pour cette raison qu'elle présente ses SAE dont le rôle est d'aider l'individu à s'adapter au milieu universitaire.

C'est bien sûr pour éviter ces légers accidents de parcours que l'U de M, dès le départ, vise par une propagande bien orchestrée (en vendant, par exemple, de la bière tout partout sur le campus) à ce que les étudiants se sentent chez eux et qu'ils s'intègrent au plus vite dès les premiers jours de la rentrée.

La rentrée est donc le moment propice pour les nouveaux de connaître ce qu'est l'université, ce qui se passe sur le campus, les différentes activités auxquelles ils peuvent participer. En général, les étudiants sont aussi durant cette semaine plus ouverts à la propagande qui s'offre à eux justement à cause de ce goût de connaître le nouveau monde dans lequel ils auront à passer dieu sait combien de temps.

Le Volume 57, le répéter n'est sûrement pas inutile, s'est donné entre autres tâche de démystifier l'université avec tout

ce qui la concerne et l'école capitaliste et général (ceux qui ont connu le Vol. 56 savent de quoi il s'agit, les autres ne tarderont pas à le savoir...). Démystifier l'enseignement universitaire, cela comprend aussi démystifier la rentrée traditionnelle avec un grand R, celle qui cadre bien avec les objectifs de l'université. Mais, cela surprend-il, l'université à travers ses terrasses et ses airs de fête ne dit pas tout. Elle en cache beaucoup plus qu'on pense.

Faisons un tour d'horizon de ce que l'U de M, dans sa propagande, oublie volontairement dirons-nous. L'Université préfère parler de son beau matériel plutôt que de ceux qui le manipulent. Ainsi, elle ne dit pas que les 2,000 travailleurs qui sont à son service ont mené une grève dure en '71 et auront à négocier à nouveau avec leur bon boss cette année. Elle néglige de parler des conflits étudiants passés (grève des frais de scolarité) au cours desquels elle s'est empressée d'envoyer sa police. Elle ne dit pas non plus qu'il est interdit de poser des affiches politiques en Sciences Sociales (culturelles seulement...); que ça ne va pas toujours comme sur des roulettes dans les départements; qu'elle nous forme dans le but de mieux servir la bourgeoisie; qu'elle est étroitement liée à l'entreprise privée - et quoi encore.

Tous ces renseignements "secrets" sur l'Université de Montréal, l'équipe du Volume n'entend pas les taire. Au contraire. c'est pour cette raison que le Volume 57 le Comité de Soutien aux Luttes Ouvrières et le GET ont décidé eux aussi d'accueillir les étudiants et de leur raconter tout ce que l'U de M ne dit pas, ni dans le Forum (son Journal) ni par les Services aux Etudiants.

Les trois groupes ont donc organisé cette semaine d'accueil afin que les étudiants puissent avoir une connaissance plus complète de l'université, qu'ils sachent qu'à l'U de M il n'y a pas que des cours, mais aussi des groupes qui font du travail politique sur le campus. C'est aussi dans cette perspective que l'équipe du Volume a préparé au cours de l'été le Bottin-Agenda que vous avez sûrement déjà en main (sinon, venez nous voir...) Celui-ci donne une bonne idée de ce qui se cache derrière la tour de l'édifice principal ainsi que d'autres détails utiles sur le campus.

Si ce qu'on dit vous intéresse et si vous avez le goût d'en savoir plus long (que vous soyez d'accord ou non) ce serait une bonne idée de se rencontrer, de jaser de ce que fait le Volume; la semaine de la rentrée est là pour ça.



Volume 57: information, analyse, débats

Le Volume 57 n'est pas un journal **neutre** et **objectif**. Pas plus qu'aucun autre journal d'ailleurs, mais la différence est que le Volume, lui, n'en affiche pas la prétention. Le Volume ne va pas présenter aux étudiants une série de petites informations factuelles et parcellaires soigneusement isolées dans des rubriques **politique, sport, culture** ou **activités mondaines**. Il ne va pas non plus remplir ses pages des nouvelles du petit monde intellectuel universitaire planant fièrement au-dessus des problèmes matériels et sociaux de ce monde. S'il parle de l'U. de M, il ne va pas dresser une liste du nombre de portes sur le campus, de néons, d'ampoules électriques et de milles carrés couverts par les couloirs!

Le Volume 57 croit que les étudiants ont des choses plus intéressantes à apprendre, à analyser et à étudier que tout cela. Il croit également que la pire façon de rechercher une compréhension globale des faits sociaux, politiques, scientifiques et économiques est de s'enfermer dans un petit univers clos et coupé de ce qui se passe quotidiennement **en bas de la montagne**.

Le Volume s'est donc fixé trois pôles principaux autour desquels il entend centrer son travail:

1—la lutte contre l'école capitaliste

Montrer les liens de l'Université avec l'entreprise privée, son rôle et sa fonction au sein de la société.

Aussi démasquer les prétendues **explications scientifiques** de la société qui sont véhiculées dans les cours: un résultat électoral expliqué par la personnalité du candidat; l'inflation expliquée par la hausse des salaires qui entraîne une hausse proportionnelle des prix; les inégalités sociales expliquées par la force physique, le quotient intellectuel ou la **nature fondamentalement différente** des deux sexes; les changements de régimes en Amérique latine **attribués au sang chaud** de ses habitants, etc... La liste pourrait être longue... Il y a du pain sur la planche!

2—le soutien aux luttes ouvrières

Les luttes des ouvriers contre leur exploitation sont généralement bien mal connues sur les campus universitaires. Or elles sont un élément essentiel de la conscientisation et de l'organisation des ouvriers qui amènera le renversement du capitalisme et, partant, la disparition de l'école capitaliste.

Le Volume entend donc publiciser et analyser ces luttes, de même que faire l'analyse plus générale des conditions de travail et de vie des ouvriers.

3—le soutien aux luttes anti-impérialistes

Il s'agit là encore de briser l'isolement des étudiants en faisant connaître les luttes des peuples à travers le monde contre les puissances impérialistes et en produisant des analyses de la situation internationale.

En plus d'être un outil d'analyse et d'information, **le Volume considère qu'il doit être aussi un lieu de débats fructueux sur ces diverses questions**. C'est pourquoi cette année la politique de rédaction vise à faire une place, dans les pages du journal, à ces débats.

Le journal est produit par une équipe qui travaille ensemble sur la base d'une entente politique minimale. Cela implique que les articles écrits par ses membres sont discutés et retravaillés par toute l'équipe. Cela implique également que les articles ne sont pas signés, puisque endossés par l'équipe au complet. Par ailleurs, si quelqu'un qui n'est pas membre de l'équipe présente un article, et que celui-ci expose une position différente de celle sur laquelle l'équipe s'entend, cet article, signé, sera alors présenté dans le journal, comme élément d'un débat qui pourra être poursuivi par l'équipe et/ou par d'autres personnes.

Ceci, bien entendu, dans la mesure où ce débat apparaît intéressant pour les étudiants lecteurs et non tout à fait académique, futile ou oiseux.

Le Volume souhaite donc présenter aux étudiants sur le campus une analyse, des informations et des débats d'un ordre bien différent de ce qui est habituellement véhiculé en ces lieux. **Il espère que plusieurs seront intéressés à participer activement à ce travail, soit en apportant des éléments de discussion, soit en venant se joindre à l'équipe.**

CHANGEX

LIVRES USAGÉS

vous voulez vendre vos vieux livres

vous voulez en acheter à rabais

venez au MAGASIN DE SERVICES-CAMPUS

vous laissez vos livres en dépôt et déterminez votre prix; on prend 10% ou 15c minimum et on les place sur les tablettes; vous appelez de temps en temps pour savoir ceux qui ont été vendus et vous venez vous faire payer.

AU MAGASIN,

3ième étage du Centre Communautaire.

ouvert de 9.30 heures à 19.00 heures.

Vol. 57 du Quartier latin,
No 1, 1^{er} septembre 1974

COORDINATION TECHNIQUE
Elisabeth Pelletier

COLLABORATEURS

Danièle Bourassa
Maryse Turcotte
Roger Hobden
Marie Pluteau
Ronald Bouvier
Jean Belliveau
Roch Breton
Roberto Mandelf

Le Volume 57 reprend ses activités cette semaine. Les réunions de préparation ont encore lieu le MERCREDI à 18h. au 5ième étage du Centre Social (C-5518)

La discussion des textes à paraître au même endroit le DIMANCHE à 14h.

Dépot légal: Bibliothèque Nationale

Composition et montage: D.S.C. Inc.

Imprimé par: Imprimerie Trans-Continental Inc.

L'inflation POURQUOI?

L'inflation a fait couler beaucoup d'encre en système capitaliste depuis le début du siècle. Les économistes bourgeois ont essayé par tous les moyens d'en rejeter les causes soit sur les hasards du marché (pénurie, hausse de la démographie, catastrophes de tous genres), soit sur les classes exploitées, (les ouvriers "qui demandent trop d'argent", les cultivateurs qui "font trop de profit").

Cependant, une analyse des phénomènes économiques en question montre "curieusement" qu'il n'en est rien. Prenons par exemple le secteur de l'alimentation: comment se pose réellement le problème de la hausse des prix dans l'alimentation?

Imputer la hausse des prix de vente à l'augmentation des salaires n'aurait de sens que si les salaires composaient le plus important montant de dépense. Or, en 1969, dans cette industrie, les salaires ne représentaient que 8.8% de la valeur des expéditions de l'industrie des aliments. Il est donc nécessaire d'examiner les autres postes de dépenses, en particulier l'ensemble des frais encourus pour la publicité, l'administration, les intérêts à payer, les salaires des cadres et des patrons ainsi que les profits réalisés par chacune des industries de ce secteur. L'ensemble de ces postes, pour toute l'industrie des aliments et des boissons, représentait, en 1969, 25.1% des expéditions totales des entreprises, soit trois fois l'item salaire à la production. Ces items, tous incompressibles dans le cadre du système économique capitaliste, ne sont sources que de gaspillage et d'inefficacité: qu'on pense à la publicité ou au réseau interminable des intermédiaires. C'est le travail des ouvriers de l'alimentation qui nourrit toutes ces bouches inutiles: les augmentations de salaire qu'ils touchent, parce qu'elles participent de façon minime au coût de production ne peuvent absolument pas être rendues responsables de la hausse des prix.

Un autre bouc-émissaire de la hausse des prix dans l'alimentation est le cultivateur. En fait, les cultivateurs ne reçoivent qu'une faible partie du montant payé par le consommateur pour les produits de la ferme. Chaque dollar versé se répartit de la façon suivante: \$0.14 vont à l'agriculteur; \$0.28 aux industries qui approvision-

nent la ferme; \$0.58 aux intermédiaires et aux distributeurs.

D'un côté, les agriculteurs avaient un revenu moyen net de \$1870.00 en 1971, de l'autre, Steinberg faisait des bénéfices nets de 6 millions en 1969, de 9 millions en 1970 et de 15 millions en 1970. Au Québec plus de 2000 fermes disparaissent tous les ans alors que dans l'alimentation les monopoles s'enrichissent et prennent de l'expansion. (Steinberg, Dominion, Union, etc.)

Le secteur de l'alimentation est encore une fois un terrain de choix pour cultiver une autre série de fausses raisons d'inflation. On dira par exemple qu'il y a trop de demande, ou alors que les catastrophes naturelles entraînent la pénurie. La réalité est que de telles pénuries sont excessivement rares et incapables d'expliquer la hausse vertigineuse des prix de la nourriture. Règle générale, les pénuries sont créées artificiellement par les compagnies distributrices (on connaît l'exemple du boeuf au Etats-Unis et plus récemment, celui du pétrole dans le monde), quand elles ne sont pas arrangées artificiellement par les gouvernements. En 70-71, le gouvernement a versé aux producteurs de l'Ouest un subside de \$6.00 l'acre pour qu'ils cessent la production de blé: les surfaces cultivées en 70 représentaient 23 millions d'acres et en 1971-1972, 12 millions d'acres.

Le Devoir annonçait la fin de semaine dernière que les pluies avaient gâché les récoltes céréalières et que le consommateur pouvait s'attendre à des hausses de prix dans les aliments qui dépendent de ces récoltes. Heureuse combinaison des "catastrophes naturelles" et de la main de l'état au profit des compagnies! Autre exemple de pénurie créée par l'incurie de la distribution capitaliste: celui des oeufs! On apprend récemment que les politiques combinées de l'état américain et de l'état canadien par l'intermédiaire et de l'Agence canadienne de mise en marché des oeufs dirigent les oeufs frais aux USA et gardent ici les pourris, d'où pénurie d'oeufs frais et augmentation des coûts: 36% depuis avril dernier... On voit bien que la rareté des denrées vient surtout du jeu des intermédiaires qui spéculent sur les prix et accumulent les stocks

PAR QUI?

Mardi le 5 septembre, à l'appel du CRIM, (comité régional intersyndical de Montréal près de 6,000 travailleurs ont défilé dans les rues de Montréal pour la réouverture des conventions collectives, l'indexation des salaires à la hausse du coût de la vie et pour manifester la solidarité des travailleurs alors que 10,000 d'entre eux sont en grève au Québec. Parmi eux se trouvaient les employés de la CTCUM, sur qui s'abat actuellement la répression judiciaire, les travailleurs de Johnson et Johnson, des Engrais Chimiques du St-Laurent toujours en grève illégales, les travailleurs de la United Aircraft, des Biscuiteries David, de Penmans et d'autres encore.

Le Comité de Solidarité avec les Luttes Ouvrières (CSLO) avait rassemblé sous sa bannière plusieurs groupes populaires venus manifester leur appui à la lutte des travailleurs contre leur appauvrissement!

pour faire monter les prix.

Mais alors, d'où vient l'inflation?

La cause de l'inflation, c'est la loi de base de l'économie capitaliste, la loi de l'accumulation des profits et de l'expansion pour survivre. Cela veut dire détruire les concurrents, voler les marchés, exploiter les travailleurs pour réaliser un profit maximal et ainsi continuer à grandir.

Depuis le début du siècle, un nouveau type d'entreprise capitaliste a fait son apparition: le monopole. Le monopole, processus de concentration de la production dans des entreprises toujours plus grandes, fait disparaître la concurrence entre les capitalistes. Ceux qui survivent s'arrangent entre eux, forment des cartels; les deux plus gros sont celui de l'automobile aux Etats-Unis et celui du pétrole, dans le monde. Ces cartels sont les maîtres des prix; ils se livrent des luttes de titans à coup de milliards à l'intérieur de marchés définis par eux mais s'arrangent pour exclure toute concurrence nouvelle qui voudrait s'y attaquer. Ceux qui font les frais de cette lutte, ce sont les consommateurs qui payent pour l'augmentation des dépenses, même les inutiles comme la publicité ou le gaspillage. (Ford a dépensé plus de 200 millions de dollars sur le modèle "Edsel" avant de l'abandonner; aux USA, sur 30,000 nouveaux produits qui voient le jour annuellement, plus de 24,000 disparaissent en moins d'un an.)

Un rapport de la Commission Fédérale sur le Commerce des

Etats-Unis est parvenu à la conclusion qu'une réduction de 40% du contrôle des marchés par les grandes corporations se traduirait, au niveau des prix, par une baisse de l'ordre de 20%.

Dans certains rares domaines, les compagnies ont un monopole tel qu'il leur permet d'augmenter sans vergogne leurs profits. C'est ici le cas de l'amiante, sur lequel les producteurs québécois ont décrété depuis le début de 1974 une augmentation de prix de 25%!

Le rôle de l'état.

L'état est l'instrument privilégié pour régulariser l'économie à l'avantage des capitalistes. Il contribue lui aussi au processus inflationniste, surtout à deux niveaux: l'achat des marchandises et la masse monétaire. Pour protéger leurs bénéfices, l'état capitaliste rachète à prix fort les marchandises que les compagnies sont incapables d'écouler sur le marché. En contrôlant l'émission de la monnaie, il suit les besoins des monopoles en liquidités. D'autre part, par l'intermédiaire des banques à charte, il leur prête à des taux avantageux. L'Etat pourrait-il arrêter l'inflation? Non. L'Etat capitaliste a comme fin, comme "raison d'être" le maintien et le soutien des entreprises capitalistes, en particulier les plus grosses. Dès lors, il ne peut qu'être question de dissimuler les causes réelles de l'inflation, tout en faisant semblant de tenter de l'enrayer. Comme le dit si innocemment le ministre des finances Turner: "il faut limiter l'inflation, mais pas trop..."

La lutte pour l'indexation: contre la baisse des salaires.

Face à la détérioration de leur condition de vie, alors que l'inflation s'annonce encore plus forte l'an prochain (l'indice de la hausse du coût de la vie devrait augmenter de plus de 10%) les travailleurs ont commencé à revendiquer avec force la réouverture de leurs conventions collectives et l'indexation de leurs salaires à la hausse du coût de la vie. A l'heure actuelle, plus de 10,000 travailleurs en grève mènent au Québec la bataille de l'indexation contre la dévaluation de leurs salaires réels.

Qu'est-ce que l'indexation?

L'indexation est le mécanisme par lequel les travailleurs tentent de s'opposer à leur appauvrissement par une compensation, la plus exacte possible, de la perte de pouvoir d'achat qu'entraîne la hausse des prix.

Sans indexation, les pseudo hausses de salaire négociées dans les conventions collectives ne signifient plus rien: c'est le patron qui reste gagnant, car le salaire réel de ses employés diminue tandis que la valeur (le produit fini) créé par ces mêmes employés augmente. Par exemple, le revenu d'un travailleur dont le salaire hebdomadaire net était de \$150, au début de 1973 a diminué graduellement tout au long de l'année en fonction de la hausse des prix: le salaire réel de ce travailleur (pouvoir d'achat) n'était plus en décembre que de \$138.57 par semaine. Sur un an, une telle perte du pouvoir d'achat représente 3.9% du salaire net. Ainsi

pour l'année 1973, on estime que les salaires nominaux ont augmenté de 8.9%. Or le taux d'inflation, malgré un biais conservateur, a tout de même augmenté de 9.3%: les travailleurs se sont appauvris au bas mot de 0.4% en 1973.

Au Canada, sur l'ensemble des conventions collectives touchant 500 employés et plus, entre janvier 1969 et août 1972, 20% des contrats couvraient le tiers des employés contenant une clause d'indexation.

Cela laisse deviner le nombre minime de travailleurs qui jouissaient, jusqu'à cette date, d'une garantie contre l'érosion de leur revenu, surtout lorsqu'on connaît le pourcentage des travailleurs syndiqués: 30% seulement de l'ensemble des travailleurs.

Et quel est l'effet de l'inflation sur les revenus provenant d'un régime de sécurité collective, rente ou pension? C'est simple: en 1961, un dollar valait un dollar: maintenant il ne vaut plus que \$0.63!

Lorsque l'indexation existe, elle peut être plus ou moins à l'avantage des travailleurs. La méthode, la fréquence de l'indexation et les dispositions limitatives qui s'y rapportent en modifient l'efficacité. Par exemple, seule l'indexation mensuelle compense réellement la perte de revenu réel: l'indexation annuelle ou trimestrielle signifie tout de même une perte. Pour une augmentation du coût de la vie de 9%, l'inde-

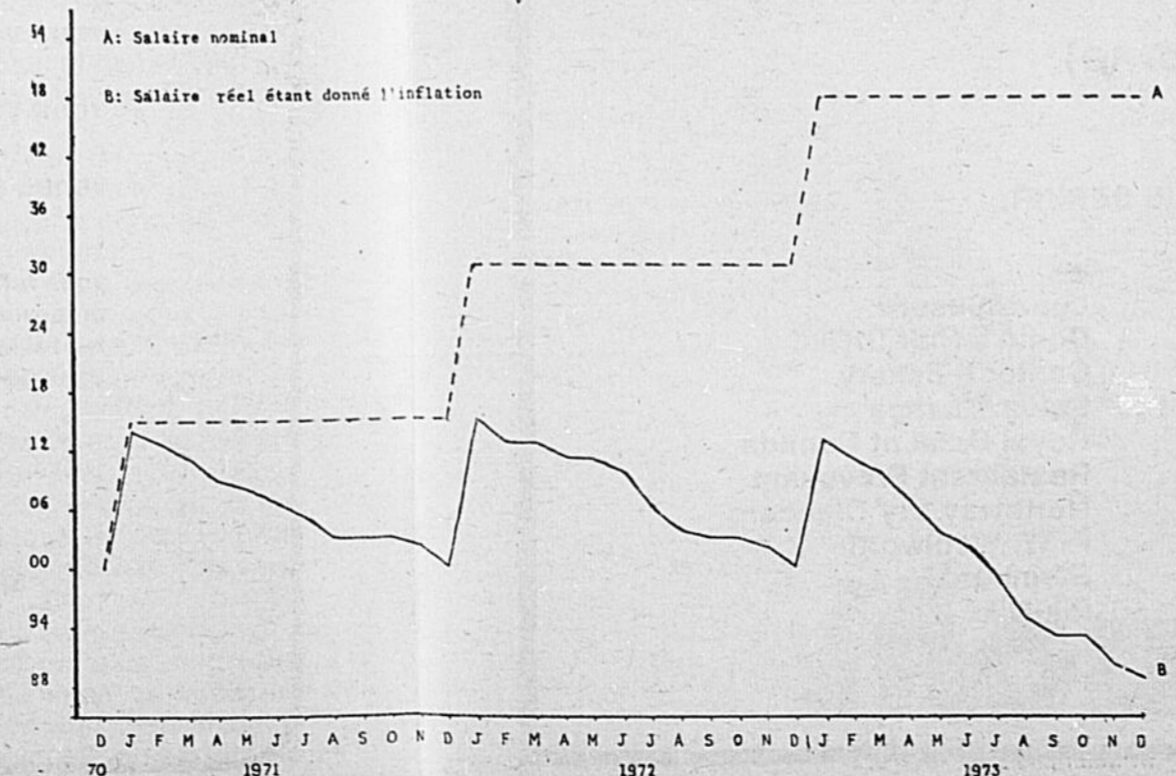
xation annuelle d'un salaire nominal de \$4.00 signifie une perte de salaire réel (pouvoir d'achat) de 3.7% du salaire total: l'indexation trimestrielle (aux 6 mois) une perte de 1.8% du salaire réel.

Ou encore il arrive que lorsqu'on voit son salaire indexé, pour récupérer son pouvoir d'achat, on change de catégorie d'impôt: la conséquence, c'est encore l'appauvrissement. A condition bien sûr, que le patron n'impose pas avec l'indexation une augmentation de la durée du contrat de travail, ou le temps supplémentaire obligatoire, ou l'augmentation des cadences...

Attitude des directions syndicales.

La détermination et la vigueur de la lutte des travailleurs ont forcé la CSN et la CEQ à s'unir sur les revendications de réouverture des conventions collectives et d'indexation des salaires à la hausse du coût de la vie. Les formes de la lutte manifestent la solidarité croissante des travailleurs. Avec les ralentissements de travail, les grèves illégales, les fronts communs régionaux, les débrayages par secteur d'industrie, ils font l'expérience concrète de leurs intérêts de classe, bâtissent leur solidarité, prennent conscience de leur opposition irréductible à la classe exploiteuse.

De justes revendications, mais pas des stratégies de mobilisation: tel semble être le résultat de l'action des centrales syndi-



A l'U de M: cette année c'est la F.E.S. qui mange sa claque...

Il ne faudrait pas croire que, pendant l'été, l'Université chôme, au contraire. Pour l'administration, c'est le moment idéal pour préparer des surprises à sortir à la rentrée, l'air de rien. Après le nouveau régime pédagogique (NRP), le code de promotion pour les professeurs, l'Université s'attaque à un secteur jusqu'ici négligé, la Faculté des Etudes Supérieures. Même si vous avez réussi à passer votre Bac, malgré la sélection, la répression, etc... ne vous croyez pas au bout de vos peines. A la FES, c'est la même chose qui recommence; ce n'est plus la course de fond, c'est le sprint final et l'Université a décidé que l'épreuve serait rude: de nouveaux règlements pédagogiques sont institués à la FES.

En quoi consiste la surprise et la nouveauté? C'est qu'il n'y avait pas de règlements à la FES avant, ou si peu... Une fois rendu aux Etudes Supérieures, t'étais quasiment sûr d'en sortir "maître" ou "docteur". Maintenant, avec

ces nouveaux règlements, c'est comme au premier cycle: beaucoup sont appelés, mais peu sont élus.

Vus de plus près qu'est-ce que donnent ces règlements?

Une chose ressort clairement: les pouvoirs sont centralisés dans les mains du doyen de la FES. Tout passe par lui. Les résultats de tout étudiant sont examinés par un jury de professeurs nommés par le doyen, jury que le doyen lui-même préside, évidemment. D'autres articles du règlement sont "flous" et peuvent être interprétés confusément: par exemple l'article 53:

"Après consultation du directeur de recherche, le doyen de la faculté intéressée ou le directeur du département, dans le cas de la Faculté des arts et des sciences peut, SI L'INTERET DE L'ETUDIANT L'EXIGE, autoriser celui-ci à changer de directeur de recherche. Il peut aussi, POUR DES RAISONS QU'IL JUGE SERIEUSES, autoriser un

professeur à cesser de diriger les recherches d'un étudiant... (..) En cas de litige, le dossier est soumis au doyen de la Faculté des Etudes Supérieures DONT LA DECISION EST FINALE."

Qu'est ce que l'intérêt de l'étudiant?

Qui peut le définir si ce n'est lui?

Qu'est ce que des raisons sérieuses?

De quel droit "divin" le doyen est-il juge de ces raisons?

Des questions sans réponses...

Derrière ce nouveau mode de sélection, se cache aussi la mainmise de l'Administration sur l'autonomie des professeurs. Pour eux, finie la liberté d'évaluation, la liberté de diriger une thèse de maîtrise ou de doctorat tant soit peu progressiste. Alors qu'avant un étudiant de la FES faisait déjà partie de la grande famille des "maîtres", il se retrouve maintenant pas très sûr d'en être.

Futurs-maîtres, futurs-docteurs... (peut-être) attention, l'Université vous attend au tournant!

cales. Par ses brochures et ses journaux, la CSN explique aux travailleurs les véritables causes de l'inflation, i.e. l'économie capitaliste et les monopoles, la règle de la maximisation du profit, allant même jusqu'à soutenir: "Il faut apprendre à lutter dans l'illégalité". Mais face aux luttes qui s'organisent à la base, elle semble à la remorque de la mobilisation des travailleurs, sans plan d'ensemble, hésitant devant les moyens pratiques d'arriver à la victoire des revendications: la mobilisation des travailleurs et leur solidarité.

Son chef préfère servir "d'intermédiaire" entre Bourassa et les travailleurs, comme si sa "proximité" du pouvoir devait être un atout plus important que l'union et la détermination ouvrière.

Contre les travailleurs, la collusion des boss et des tribunaux. C'est contre cette unité et

cette détermination que la bourgeoisie, se bat à coup d'injonctions. De sa justice, par l'intermédiaire de ses tribunaux, pleuvent les interdictions de piquetage, les ordres de retrait au travail, les condamnations pour outrages au tribunal, les amendes et les arrestations qui protègent ses intérêts de classe. Les syndicats locaux et les simples travailleurs ont vu s'abattre sur eux toute la rigueur d'un code civil spécialement "amélioré" à leur intention: c'est à la fin du gouvernement Lesage que les peines maximales de prison furent portées de 6 mois à un an et les amendes maximales de \$2,000 à \$50,000, jusqu'ici, à l'usage exclusif des syndicats et des travailleurs. Le feu roulant d'injonctions n'épargne personne, depuis les innombrables ordres de retour au travail en faveur d'entreprises "victimes" de la combativité ouvrière telles que Christie, Continental Can, Ca-

nadian Industries, jusqu'aux travailleurs de la CTCUM, contre les quels Hannigan réclame ouvertement une "loi pénale". Ces derniers, loin de se laisser diviser, ont choisi de résister. A une loi qui cherche à limiter et neutraliser leur seule arme légale, ils ont opposé l'unité et la détermination de ne pas se laisser abattre. C'est seulement en refusant de jouer le jeu de la classe dominante, en effet, que la classe ouvrière arrive à défendre ses intérêts propres de manière conséquente, en entrant avec elle dans un rapport de force où forte du soutien populaire son unité déterminera sa victoire. Le terrain de la légalité est le terrain privilégié de la bourgeoisie, où toutes les institutions servent ses intérêts: les travailleurs y sont d'avance perdants. Lorsqu'ils engagent la lutte dans l'illégalité, il ne se mettent pas au-dessus de l'ordre et de la loi, mais au dessus de l'ordre et de la loi bourgeoise.

Le Centre de doc

Cherchez-vous des journaux étudiants pour connaître ce qui se passe dans différents cegeps de la province, ou un rapport du Conseil supérieur de l'éducation où ce dernier y va de ses "suggestions" au ministère en ce qui concerne les frais de scolarité, ou encore, un dossier relatant une lutte ouvrière au Québec? Alors, il ne faut pas hésiter à venir consulter le centre de documentation de Service-Campus. Car, c'est bien entre les murs de brique jaune du 6ième étage du Centre social que vous trouverez tout cela et plus encore.

En effet, le centre de doc., déjà en marche depuis plus d'un an, tente de rassembler toute la documentation pertinente concernant le domaine scolaire au Québec. Documentation qui va des rapports gouvernementaux (prévisions budgétaires, statistiques, projections, etc.)

aux dossiers sur les luttes des enseignants et des étudiants.

Pour ceux qui seraient intéressés à fouiller un peu plus loin dans l'histoire du mouvement étudiant, le centre possède la collection complète du Quartier Latin depuis sa parution en 1917 et une somme considérable de documents concernant l'AGEUM, l'UGEQ et la PEN (Presse étudiante nationale). A cela s'ajoute un certain nombre de journaux des groupes militants qui ont vu le jour dans le Québec des années '60.

Mais au-delà de cette perspective historique, le centre se veut avant tout axé sur le présent. Soucieux de contribuer à briser l'isolement dans lequel nous maintient l'appareil scolaire en système capitaliste, le centre fait désormais une plus large place aux publications concernant le monde ouvrier québécois et les événements internationaux, plus spécifiquement les luttes des peuples du Tiers-Monde. Vous y trouverez donc une série de journaux, revues et dossiers renfermant des analyses de ces différents sujets.

Mais pour favoriser au maximum un échange fructueux d'informations, le centre souhaite recevoir vos critiques et suggestions et est ouvert à toute forme de collaboration.

Donc, n'hésitez pas à venir nous voir!

Au bout de la machine universitaire, il sort des sociologues, des psychologues, des médecins, des maîtres ou des docteurs es arts ou sciences (de moins en moins, cf. les nouveaux règlements pédagogiques de la FES), etc..., des gens qui ont gagné la course et... qui en sont fiers.

Parfois, aussi, parce que l'Université est un tremplin merveilleux pour s'élever dans l'échelle sociale, on en sort avec un poste d'honneur. Récemment, c'est Jacques Girard qui a pris son élan: de secrétaire général de l'Université qu'il était, il a sauté d'un bond au poste de vice-ministre à l'Éducation dans le gouvernement Bourassa. C'est bien normal, me direz-vous...

L'administration universitaire est une excellente pratique pour la planification de l'éducation... quand on apprend à



De la colline universitaire...

servir l'École capitaliste et la bourgeoisie, on ne l'oublie pas...

Notre recteur nous quitte. Pôvres de nous!

Roger Gaudry (que vous n'avez probablement jamais vu autrement qu'en photo), (cf. FORUM) a achevé son terme. Sans s'attacher ici aux antécédents de R. Gaudry, on peut plutôt se demander ce qu'il adviendra de lui. Déjà président et vice-président d'un nombre incalculable de Conseils et d'Associations, il est temps pour lui, après tous les services rendus à la bourgeoisie, de se retrouver à un poste d'honneur, certes, mais calme et sans problème. Et, sur la colline universitaire, des rumeurs courent... R. Gaudry pourrait bien remplacer Jules Léger (lui a de sérieux problèmes de santé) au poste de gouverneur général du Canada.

Après tout, d'une colline à l'autre, de la tour universitaire



à celle du Parlement, il n'y a qu'un pas... il suffit d'avoir de l'influence et beaucoup de relations...

Mais, un autre problème se pose. Qui sera le nouveau recteur? Monsieur Lacoste, vice-recteur depuis longtemps, toujours second à l'ombre de Gaudry sera-t-il l'heureux gagnant de cette course au pouvoir, à l'honneur et au salaire?

Et, si M. Lacoste n'est pas le recteur choisi, pourra-t-il dire, lui aussi, la fierté aux lèvres: "de toute façon, de l'Université, j'en étais"???

POUR TOUS VOS BESOINS POUR LE "RETOUR À L'ÉCOLE" CENTRE D'ACHATS WILDERTON

(au coin de Wilderton et Van Horne)

PLUS DE 30 MAGASINS ET BOUTIQUES POUR VOUS SERVIR:

La Boîte à Pull
Reitman's
Le Chateau
Mercerie Lavalée
Chez Lilianne
Jordi's
Lindor
Lewis Shoes
Princess Silks
Marché du Bas

Carlin Wool Shop
Librairie Hugo
United Cigar Store
Rubin Bros. Florist
Centre de Couture Parent
Oberman Jeweller
Boutique Pinocchio
Atlantique
Centre du Jouet
Natasha's Gift Shop
Cardinal
S. & G. Drugs

Laura Secord
Donin's Hair Stylist
Cantor's Bakery
Salon Maxime
Royal Bank of Canada
Restaurant Prévoyant
Northway Dry Cleaners
F. W. Woolworth
Steinberg
Pik-Nik

Le Chili

un an après

L'article qui suit tentera d'expliquer les raisons économiques qui ont poussé les militaires à réaliser le coup d'état du 11 septembre. On essaiera également d'expliquer la politique économique de la junte. Les problèmes politiques et le caractère de la résistance ne sont traités que d'une façon descriptive et on espère développer ces points très importants dans de prochains articles.

Il y a maintenant un an, la bourgeoisie décidait de reprendre en main la situation, situation où ses privilèges commençaient à être menacés.

Les généraux putschistes avaient pour tâche d'extirper "le cancer marxiste" et de libérer le Chili d'une "dictature" menant le pays à la banqueroute et au chaos tant économique que politique.

L'objectif de la junte était d'en arriver à l'unification de la bourgeoisie en un bloc pro-impérialiste qui, par son unité, empêcherait quelque tentative que ce soit de la part des classes populaires de prendre de prendre le pouvoir.

L'objectif économique, lui était de remettre en place les mécanismes traditionnels du marché et de la libre entreprise. Cette triple alliance de l'impérialisme, de l'état colonial et de la bourgeoisie autochtone est ce qui rend possible un système de domination stable basé sur la force des armes internes et ex-

ternes, basé sur l'unité du capital interne et externe, basé sur l'exploitation des masses travailleuses.

Pour mettre en pratique les principes économiques traditionnels, à savoir la liberté des prix sur le marché et un commerce extérieur libre, il fallait une chose à laquelle les gouvernements antérieurs n'étaient jamais arrivés: le bailonnement de toutes les revendications ouvrières quant aux salaires.

En effet, le gouvernement de l'unité populaire exerçait un contrôle des prix des denrées essentielles et opérait un réajustement des salaires dès que l'augmentation du coût de la vie dépassait 5%. Quand, dès les premiers mois, la junte militaire a décidé d'établir un système de prix à un niveau réel, la hausse fut tellement considérable qu'il n'était évidemment plus question de hausser les salaires de façon équivalente. C'est ainsi

qu'en octobre 1973 la dévaluation de l'escudo était de l'ordre de 40% et la hausse des prix des denrées essentielles se situait entre 400% et 500%. La hausse des salaires, elle, n'était que de 60%.

Le ministre de l'économie commentait cette situation en disant "si les prix du marché libre sont trop élevés, il serait préférable d'arrêter d'acheter pour un certain temps jusqu'à ce qu'ils baissent".

En plus du déséquilibre créé par les hausses de prix, on doit aussi signaler que plus de 680,000 travailleurs ont déjà été mis à pied (pour des raisons politiques) et que 100,000 fonctionnaires seront renvoyés de leur emploi au cours de l'année.

La seule modalité d'existence de la libre entreprise à ce moment au Chili était l'anéantissement des revendications populaires et la remise de l'économie en mains étrangères. Ce projet allant exactement dans les vues des divers organismes internationaux, il n'est pas difficile de comprendre la raison de tant d'attention tant de la part des corporations multinationales que de celles du Fond Monétaire International et des banques canadiennes. C'est ainsi que les prêts des banques privées s'élèvent à 224 millions, ceux du gouvernement américain à 62 millions, des organismes internationaux à 242.5 millions, et de la corporation de développement de l'exportation (EDC) à 5 millions pour l'achat d'avions de Havilland.

De plus, le Canada vendra un nouveau système d'alimentation pour les mines de cuivre de Chuquicamata.

Le projet de développement et de "stabilisation" de l'éco-

nomie par la junte militaire, a cependant plusieurs implications. En effet la hausse des prix et la liberté totale quant au commerce extérieur entraîne la disparition à court ou à moyen terme de la petite et moyenne entreprise dont les intérêts immédiats vont à l'encontre de ceux du bloc pro-impérialiste.

C'est ainsi que l'on a pu voir cette année des grèves des propriétaires de camions et des petits commerçants, ceux-là même qui avaient servi de base d'appui au coup d'état militaire.

La junte militaire ayant comme opposition environ 80% de la population tente d'implanter une certaine idéologie fasciste au sens strict du terme, s'appuyant sur une phraséologie populiste de certaine participation des travailleurs aux entreprises, le tout doublé d'une répression plus subtile mais aussi présente qu'aux premiers

et les bidonvilles, naissent les comités de résistance qui regroupent à la base les membres de tous les partis de gauche. Déjà cette année les boulangers ont réussi une grève nationale coordonnée. On assiste aussi à certaines actions de sabotage et les slogans envahissent de nouveau les murs de Santiago. Un autre exemple de résistance est le cas d'une usine de pâtes alimentaires dont les ouvriers ont trouvé un moyen de diminuer les bénéfices des patrons tout en alimentant les ouvriers chiliens: à chaque emballage de un kilo on met un kilo 300 grammes de pâtes alimentaires.

La révolte commence maintenant à remplacer la peur au Chili et tous ceux qui se rendent compte qu'ils n'ont plus rien à perdre s'organisent pour, dans une phase ultérieure, renverser la junte militaire.

Nous devons, nous au qué-



mois du coup d'état.

Contre la répression, la famine, et le chômage, la résistance s'organise. Dans les usines, les grandes propriétés foncières (remises à leurs anciens propriétaires), dans les écoles

bec, les soutenir dans leur lutte en la diffusant mais aussi en dénonçant toute coopération de notre gouvernement ou des compagnies multinationales avec la junte militaire de Pinochet.

PLYMOUTH CRICKET

Japonaise coupé

POUR AUSSI PEU QUE \$84.35 par mois.

* selon l'exemple ci-dessous
(votre crédit doit être acceptable.)

EXEMPLE 1-

| | | |
|--|-------------------|--------------------|
| (stock 1356) | Prix | \$3173.00 |
| 1974 Plymouth Cricket | Taxe 8- | \$253.00 |
| moteur 4 cyl. 1995cc. | Licence | \$21.00 |
| Extérieur vert, intérieur vinyl blanc. | TOTAL | \$3447.00 |
| Sièges baquets inclinables | Placement initial | \$436.00 |
| Lave-vitre, volant ajustable. | Balance | \$3011.00 |
| Transmission au plancher, | Intérêt 15.9% | \$790.00 |
| 4 vitres manuelles. | TOTAL | \$3802.00 |
| | 36 paiements à | \$105.00 par mois. |

EXEMPLE 2-

| | | |
|--|-----------------|-------------------|
| (Stock 1359) | Prix | \$2495.00 |
| 1973 Plymouth cricket | Taxe 8- | \$199.00 |
| FLAMBANT NEUVE | Licence | \$21.00 |
| Extérieur jaune, intérieur vinyl noir. | TOTAL | \$2715.00 |
| Moteur 4 cyl. 1597 cc. | Comptant | \$311.00 |
| Sièges baquets. | Balance | \$2404.00 |
| Lave-vitres | Intérêt 15.9% | \$631.00 |
| Pneus à flancs blancs. | TOTAL | \$3035.00 |
| Transmission au plancher, | 36 paiements de | \$84.35 par mois. |
| 4 vitesses manuelles. | | |
| Volant ajustable. | | |

Nous disposons de 26 autres Crickets

Moussette

CHRYSLER PLYMOUTH

1400 Labelle, Laval

687-1333

CHYPRE ou les jeux de l'impérialisme

À la suite du coup d'état et des événements qui survinrent cet été à Chypre, il nous est apparu important de faire un bref historique de la question Chypriote et du rôle qu'y ont toujours joué les grandes puissances impérialistes. C'est donc en ce sens que cet article a été écrit.

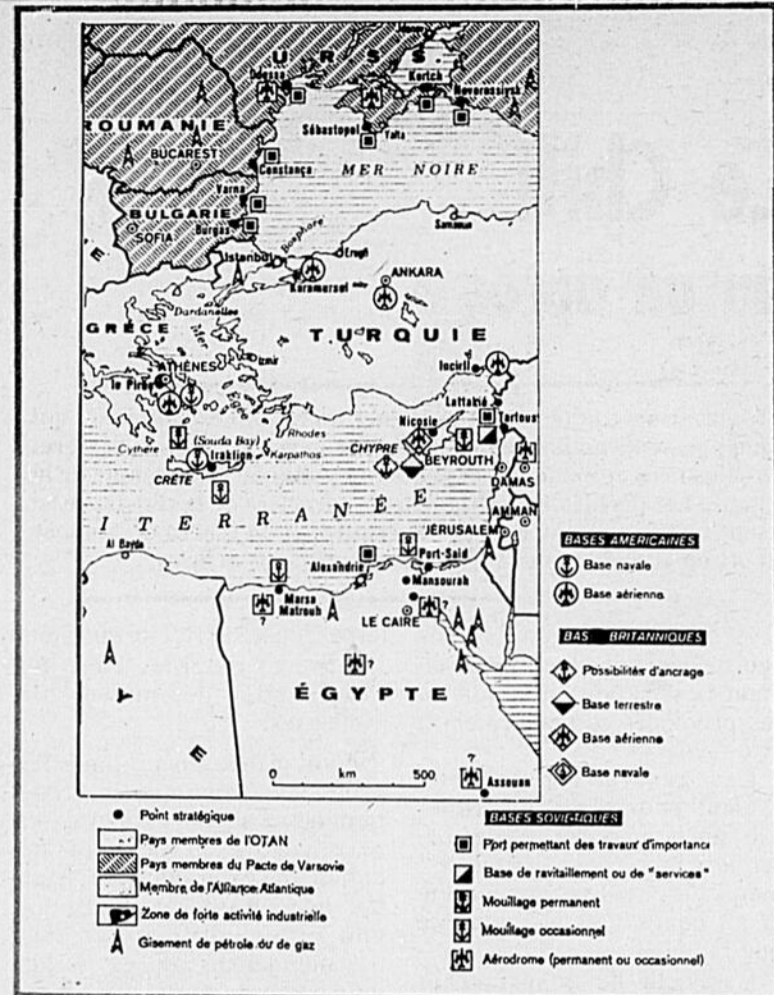
Occupée par l'Angleterre de 1878 à 1959, Chypre a toujours été de par sa position stratégique, un pays convoité par les grandes puissances. Partie officielle de l'empire Ottoman jusqu'en 1914, Chypre devint après la première grande guerre et la défaite de la Turquie, colonie britannique. Ce qui n'empêcha d'ailleurs ni la Grèce ni la Turquie d'avoir des vues sur l'île. A Chypre même, on espérait toujours parmi la colonie grecque, que la Grande-Bretagne allait tenir sa promesse de céder l'île à la Grèce. C'est devant l'indifférence des Anglais quant au sentiment nationaliste des Chypriotes-grecs, qu'est né le mouvement moderne pour l'Enosis (union avec la Grèce). Cependant, l'Angleterre perd de sa puissance et déjà son empire commence à s'effondrer. Après la deuxième guerre mondiale, les U.S.A. dépassent par leur impérialisme le vieil empire colonial anglais. L'Angleterre perd la Palestine et les Indes en 1947 et l'Égypte au début des années cinquante. Les U.S.A. d'autre part supplantent la Grande-

Bretagne dans le bassin méditerranéen et principalement en Grèce. Celle-ci, sollicitée par sa nouvelle alliée encouragera le sentiment nationaliste des Chypriotes grecs plutôt endormi jusque là. La guérilla éclate à Chypre vers 1955 avec Grivás à sa tête et finalement, l'Angleterre poussée au pied du mur et voulant éviter et l'Enosis et le Taksim (partage de l'île entre la Grèce et la Turquie) accorde l'indépendance à Chypre le 16 août 1960 par les accords de Zurich et de Londres. La question Chypriote n'est cependant pas réglée pour autant, bien au contraire.

Le début des années soixante verra l'apparition de l'U.R.S.S. en Méditerranée alors que déjà les U.S.A. semblaient s'y être confortablement installés. L'U.R.S.S. qui n'a plus de socialiste que le nom n'entend pas se laisser damer le pion par son rival impérialiste et prend tous les moyens pour empêcher que cela ne se produise. Le social-impérialisme étend donc son influence sur le Proche-Orient et ses navires de guerre dont le nombre va croissant, patrouillent la Méditerranée. L'enjeu de ce cache-cache entre les deux puissances impérialistes est de toute évidence le Proche-Orient. Alors que les U.S.A. s'installent en Grèce et en Turquie tout en fournissant l'armement à Israël, l'U.R.S.S. s'impose un peu par-

tout dans les Balkans et dans les pays arabes notamment en Égypte et en Syrie, où elle installe des bases militaires. On comprend donc assez facilement que dans un tel contexte, l'île de Chypre, qu'on a surnommé le porte-avions insubmersible, ait une importance immense pour les deux antagonistes. Makarios III, président de l'île depuis son accession à l'indépendance, semble d'ailleurs très conscient de l'enjeu que représente son pays pour les deux puissances qui s'opposent. C'est pourquoi il essaiera de réconcilier les deux communautés chypriotes tout en tâchant sur le plan extérieur d'assurer la neutralité de l'île. Pour ce faire, il proposera en 1963 un changement de constitution qui sera prétexte à de nouveaux troubles entre les deux communautés de l'île et dont U.R.S.S. et U.S.A. tenteront de profiter. Finalement résorbée avec l'intervention de l'O.N.U., cette deuxième crise aura permis aux impérialistes d'apprécier leurs forces respectives dans le bassin méditerranéen. Après 1964, on aurait pu croire que l'île de Chypre s'acheminait tranquillement sur la voie du neutralisme, grâce surtout aux efforts répétés de Makarios. C'est du moins ce qu'il était permis d'espérer.

Les choses n'allaient toutefois pas en rester là. Le 15 juillet 1974, la garde nationale chypriote grecque, dirigée par des officiers grecs nommés par le régime des colonels et devant être rappelés le mois suivant, provoque un putsch et renverse le régime du président Makarios. Il s'agissait là d'une tentative manifeste des impérialistes américains pour mettre Chypre sous leur contrôle puisque c'étaient eux qui, quelques années auparavant, avaient établis en Grèce le régime fasciste des colonels. Cependant, à cause d'une erreur de calcul des U.S.A. ou peut-être par l'initiative "malheureuse" du gouvernement grec, le putsch de Chypre n'eût pas les effets escomptés. Les U.S.A. se retrouvèrent en effet suite à l'intervention armée de la Turquie, avec un conflit grave entre deux de ses alliés de l'O.T.A.N. Il leur fallait faire quelque chose et la pre-



mière mesure prise visa à remplacer le régime fasciste des colonels par un gouvernement de droite plus discret. Ce qui fut fait. Caramanlis rappelé, les libertés syndicales furent rétablies en Grèce cependant que le peuple clamait son allégresse. Quant à l'U.R.S.S. qui avait mobilisé une partie de ses troupes après le renversement de Makarios, elle regardait maintenant se débattre les U.S.A. tout en espérant éventuellement tirer les marrons du feu. La situation des États-Unis était en effet très complexe. Ayant affaire à deux membres de l'O.T.A.N., ils se trouvaient ni plus ni moins qu'à être assis entre deux chaises et n'osaient pas intervenir directement dans le conflit en faveur de la Grèce. Celle-ci, exaspérée par cette attitude de vouloir ménager la che-

vre et le chou, quitte l'organisation militaire de l'O.T.A.N. Les U.S.A. ne réagissent pas, préférant garder leurs positions en Turquie dont la situation géographique en fait en quelque sorte le gardien des détroits par où sortent les bateaux russes.

On voit donc ainsi très clairement que le problème de Chypre dépend essentiellement du plaisir ou plutôt des visées et des intérêts des deux super-puissances impérialistes. Plus que jamais il est temps que cessent ces jeux de coulisses abjectes qui mènent le monde directement vers un conflit généralisé. La question de Chypre doit être réglée par les Chypriotes eux-mêmes et non par les impérialistes. Il en va de même avec tous les pays aux prises avec ce genre d'agression.

—L'île de Chypre est située dans la Méditerranée à 60 miles au sud de la Turquie, à 350 miles à l'est de la Grèce, à 100 miles à l'ouest de la Syrie, à 125 miles au nord-ouest du Liban, à 200 miles au nord-ouest d'Israël et à 250 miles au nord de l'Égypte, ce qui de toute évidence en fait un porte-avions insubmersible et magnifiquement bien situé.

—La population de Chypre se composait au dernier recensement de 516,000 Chypriotes grecs et de 114,000 Chypriotes turcs.

—Les villes les plus importantes de l'île sont: Nicosie, la capitale (114,000 h.), Limassol, Famagouste et Larnaca, trois ports de mer (respectivement 51,000 h., 41,000 h., et 21,300 h.) Paphos (11,800 h.) et Kyrenia (4,900 h.).

—Chypre tire surtout sa survivance de l'exploitation de ses mines de cuivre, de fer et d'amiante.

—Les anglais ont pu conserver trois bases militaires à Chypre après l'indépendance de l'île, soient celle de Dhekelia située près de Famagouste et celles d'Episkopi et d'Akrotiri situées aux environs de Limassol. Ces trois bases couvrent à elles trois 99m2 de territoire.

—Chypre a été successivement (depuis 2000A.J.C.):

- Colonie grecque.
- Possession de l'empire perse.
- Possession de l'empire romain.
- Possession de l'empire byzantin.
- Possession de l'empire franc.
- Dépendance vénitienne.
- Possession turque (empire ottoman)
- Cédée à l'Angleterre pour administration en 1878.
- Annexée à l'Angleterre en 1914.
- Colonie anglaise en 1925.
- République indépendante en 1959 suite à une guérilla de quatre ans menée par l'Enosis (mouvement pour le rattachement à la Grèce) avec l'appui officieux de la Grèce. Makarios est élu président. Un article des accords de Londres prévoit toutefois pour la Turquie le droit à une intervention unilatérale dans l'île.

—En 1963/64, Makarios organise un changement de constitution, ce qui provoque de nouveaux troubles dont tentent de profiter U.R.S.S. et U.S.A.. L'O.N.U. intervient et envoie des troupes.

—Jusqu'au récent coup d'état du 15 juillet 1974, un calme tout relatif entourait la vie des Chypriotes qui semblaient n'aspirer qu'à la neutralité.